

Echos d'Iran n°17

samedi 31 mai 2014, par [Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran \(SSTI\)](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mai 2014).

Sommaire

- [Le régime islamique et le \(...\)](#)
- [Arrestations de syndicalistes](#)
- [Message de l'ancien prisonnier](#)
- [Soma, un crime pas un accident](#)
- [Iran : La « Privatisation \(...\)](#)
- [Déclaration des syndicats \(...\)](#)
- [Message des syndicats français](#)
- [Soirée de Soutien aux travail](#)
- [La lettre de Shahrokh Zamani](#)
- [Espagne : La déclaration \(...\)](#)
- [Violente attaque contre \(...\)](#)
- [République iranienne de \(...\)](#)

Le régime islamique et le 1^{er} Mai 2014

A l'occasion du 1^{er} Mai, Journée Internationale des Travailleurs, la paranoïa du régime islamique d'Iran a montré, non pas sa force, mais sa crainte de la force que représente la classe ouvrière. Ainsi, dès le 30 avril, des dizaines de militants ouvriers ont été arrêtés à leur domicile. Des quartiers entiers de Téhéran et d'Ispahan subissaient un véritable couvre-feu avec une très forte présence des forces de répression.

A Téhéran, de nouvelles arrestations ont eu lieu lorsque le Syndicat Libre des Travailleurs en Iran a tenté d'organiser un rassemblement devant le Ministère du Travail. Les manifestants voulaient remettre une pétition signée par 40000 travailleurs demandant une hausse du salaire minimum.

Dans l'Ouest de la capitale, ce sont des syndicalistes de la métallurgie qui se sont rassemblés et les forces de répression ont interpellé 80 ouvriers. 23 militants du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie des Bus ont également été interpellés lors de rassemblement pour célébrer le 1^{er} Mai à Téhéran.

Trois militants ouvriers ont aussi été arrêtés le 1^{er} Mai à Sanandaj et deux d'entre eux ont été libérés le 2 Mai sous caution. On a noté également l'arrestation de quatre militants ouvriers à Ahvaz. Dans cette ville, malgré la répression, 700 travailleurs ont manifesté à l'occasion du 1^{er} Mai. Des militants ouvriers ont également réussi à célébrer le 1^{er} Mai à Sanandaj ou à Tabriz

A Tabriz un groupe de travailleurs et de retraités ont perturbé un meeting officiel du régime en brandissant des pancartes dénonçant les bas salaires et les pensions de retraites insuffisantes pour vivre.

A Sanandaj, en dépit d'interdiction formelle des militants ouvriers ont réussi à manifester dans les

rues de Sanandaj (Iran) en scandant des slogans comme « Pain, logement, liberté » et « Libérez les travailleurs emprisonnés »

Arrestations de syndicalistes avant le 1^{er} Mai

Jafar Azim Zadeh et Jamil Mohammadi deux leaders et membres du Comité exécutif de ce syndicat, étaient toujours maintenus en détention, dans la sinistre Section 209 de la prison d'Evin à Téhéran.

Ils ont été arrêtés dans le 30 Avril 2014, alors qu'ils s'étaient rendus à un rassemblement et une AG préparatoire de la journée internationale des travailleurs du 1^{er} Mai 2014, appelé par leur Union syndicale.

Comme tous les 1^{er} Mai des campagnes répressives et des pressions de toutes sortes contre les travailleurs Iraniens.

Ce genres d'arrestations arbitraires et d'intimidations contre les travailleurs en Iran sont et font parti des stratagèmes habituels, déployés chaque année qui passe par les autorités du régime totalitaire, à la veille de chaque manifestation de la journée des travailleurs. Alors que cette année les organisations syndicales de Téhéran avaient appelées et demandées des autorisations pour manifester devant le Ministère du Travail, la police et le bureau présidentiel du cabinet Rouhani ont refusé à la dernière minute d'autoriser le déroulement de cette manifestation

Message de l'ancien prisonnier politique Fariborz Raïs-dana

Adressé à la soirée du 26 mai 2014 - Paris

Mes chers amis, les syndicalistes organisateurs de la soirée de solidarité en faveur des travailleurs iraniens et de leur lutte pour la liberté, la démocratie et la justice sociale, je vous salue.

Je vous remercie d'avoir organisé cette soirée de solidarité qui revêt un caractère très important pour les travailleurs iraniens qui luttent pour leurs droits les plus élémentaires.

Je suis professeur d'université (expulsé de la fac pour des raisons politiques), militant politique partisan de la classe ouvrière. Je suis conscient de la souffrance que subissent les opprimés dans mon pays et c'est pour cela je considère nécessaire la solidarité internationale afin de les aider à sortir de leur situation.

Je suis navré de ne pouvoir assister à cette soirée. En fait, mon dernier « séjour » en prison, n'était ni la première et probablement pas la dernière. Mon passeport a été confisqué et je suis interdit de voyage à l'étranger.

C'est difficile d'être loin de vous mais ma présence auprès des travailleurs et de leurs luttes me

réconforte un peu.

Je vous serre la main très chaleureusement et vous embrasse très fort. Je serais parmi vous même de loin. Je reste fidèle à mes idéaux et je défendrais toujours mon peuple qui lutte pour une vraie démocratie et la justice sociale•

Amicalement vôtre

Fariborz Raïs-Dana

1 Mai 2014-05-16

Téhéran - Iran

Soma, un crime pas un accident

Dans le village de Soma, une terrible catastrophe minière vient de se produire. Des centaines de travailleurs y ont perdu la vie. D'autres sont blessés ou toujours ensevelis.

Malheureusement, ce nouveau drame s'inscrit dans la continuité d'accidents dramatiques récurrents. Depuis une décennie, l'AKP a engagé le pays dans la mondialisation capitaliste à marche forcée. Cela s'est traduit par des privatisations, une déréglementation et une réduction drastique des droits pour tous les salariés. Parallèlement, le patronat turc édifie des fortunes considérables. A Soma, elle se fait sur le sang des mineurs.

Les mêmes politiques produisent partout les mêmes effets. Le néolibéralisme et les politiques d'austérité plongent tous les pays du monde dans le chaos. Il faut mettre un terme aux privatisations et au dumping social. Les responsables doivent être traduits devant les tribunaux.

Ci-dessous nous reproduisons le texte du DIDF

Le responsable des massacres dans les mines de Soma est le gouvernement de AKP et le patronat

A la suite d'une explosion réalisée à 400 mètres sous le sol dans une mine de charbon exploitée par l'entreprise anonyme Soma kömürleri A.S. il y a eu des centaines de morts. Selon le dernier communiqué officiel à mi-journée il y aurait 232 morts, plus de 80 blessés graves, mais il reste encore environ 200 mineurs sous le sol près de 24 heures après l'explosion. Nous craignons hélas que le nombre de décès s'accroisse encore.

Les larmes de crocodile du gouvernement

Le gouvernement vient de décréter 3 jours de deuil national. Le premier ministre et le Président de la République ont annulé leurs rendez-vous et de nombreux ministres se sont rendus dans cette ville où il y a eu ces massacres irrémissibles. Mais rien de tout cela ne peut les disculper, car ils portent la responsabilité première et doivent rendre des comptes devant le peuple.

En effet, nous n'avons pas oublié que le premier ministre avait affirmé publiquement lors des

précédents « accidents » provoquant la mort de plusieurs mineurs que « la mort fait partie du destin du mineur ». C'est ainsi qu'il exprimait la valeur qu'il accorde à la vie des ouvriers, mais en même temps il avoue tacitement son incapacité à protéger les ouvriers qui travaillent dans les emplois les plus pénibles et dangereux. Mais ce n'est pas tout, il y a à peine 20 jours, les députés de trois autres formations parlementaires (CHP, MHP et BDP) avaient proposé la création d'une « commission parlementaire » pour enquêter sur les accidents des mines si récurrents dans ce pays. Or, le gouvernement et les parlementaires de AKP ont refusé cette proposition, pourtant si légitime. Le député de HDP, Levent Tüzel avait proposé des questions sur ces sujets aux ministres concernés, mais ces derniers avaient affirmé simplement que les mines faisaient l'objet des contrôles réguliers. Cette mine avait justement été contrôlée en janvier. Dans un pays où le gouvernement et les ministres de la majorité sont si empêtrés dans les affaires de corruptions, voici le résultat de ces contrôles... près de 250 morts.

Ces massacres sont le résultat des politiques de privatisation et du néolibéralisme

Cette mine de Soma avait été privatisée il y a quelque temps et son inauguration avait même été réalisée par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et le ministre du Travail et des Sécurités sociales Taner Yildiz. Ce dernier dans son discours avait affirmé sans aucune vergogne que cette mine est « la mine la plus sécurisée de l'Europe ». Voici le résultat de cette sécurité...

Le propriétaire de la mine avait déclaré fièrement il y a quelques mois que les frais de la production avaient chuté de 60 % et que cette baisse allait répercuter sur les prix du charbon. En effet, le travail ne « coutait » pas autant à ce patron, car il avait licencié de dizaines d'ouvriers, notamment les plus âgés, c'est-à-dire les plus expérimentés, les nouveaux recrutés étaient non seulement moins bien payés, mais aussi moins expérimentés, et avait recours massivement à la sous-traitance. Ces ouvriers ne pouvaient se syndiquer au risque de se faire licencier immédiatement, profiter d'un minimum de sécurité et des droits les plus élémentaires des travailleurs. Précisons qu'un des ouvriers tués, brûlés vifs, n'avait que... 15 ans.

Si les frais de la production ont chuté de 60%, c'est aussi parce que le patron avait choisi de ne pas investir pour garantir un minimum de sécurité. Telle est la logique de la recherche permanente du profit maximum. On baisse toutes les dépenses, les salaires des ouvriers afin de garantir le profit maximum. C'est ainsi que ces massacres se préparaient peu à peu depuis plusieurs mois.

Protestons le gouvernement de AKP

Nous appelons tous les démocrates, toutes les personnes qui luttent pour un monde meilleur, toutes les organisations qui luttent pour le droit et les libertés des travailleurs et des salariés à exprimer leurs indignations et leurs colères contre ce gouvernement réactionnaire, pour qui la vie des travailleurs n'a aucune valeur. Mais il convient également de dénoncer les politiques néolibérales qui ne visent qu'à accroître les profits du patronat.

Fait à Paris, le 14 mai 2014

Fédération des Associations des Travailleurs et des Jeunes
DIDF / DIDF-Jeunes

Iran : La « Privatisation » sans précédent est en cours !

La stratégie du gouvernement du Président Rohani menace la classe ouvrière iranienne

Dans le jargon des travailleurs iraniens, quand on évoque « la privatisation » en Iran, cela renvoie au « partage entre les amis ». La privatisation voulue par le régime islamique ne contient pas le même sens qu'en occident. Il s'agit plutôt de brader des biens publics au profit de l'oligarchie régnante qui bénéficie des rentes politico-économiques. En comparaison avec la plupart des pays occidentaux, les travailleurs iraniens subissent beaucoup plus les effets de ce type de transactions. Au-delà des licenciements massifs, les salariés perdent les avantages acquis au cours des années précédentes, et en entrant dans le marché concurrentiel privé, ils perdent aussi, les garanties liées aux statuts de fonctionnaires de l'État. De plus, leurs droits sont bafoués par les nouveaux patrons issus des services de la sécurité, de l'appareil militaire et de la classe politique.

Le journal iranien Ettémade se fait l'écho des privatisations à grande échelle en Iran. Selon ce journal, la plupart des grandes industries, notamment dans les secteurs du pétrole, du chemin de fer, du transport aérien et des grandes sociétés sont sur la liste des ventes.

Le gouvernement de Rohani cherche attirer les investisseurs étrangers, et ces privatisations ne les laisseront pas indifférents, à la condition de maintenir le coût de l'exploitation de la force de travail à un bas niveau et que le rendement soit élevé.

Contrairement aux allégations des milieux du travail proche du régime, la politique de Rohani, par rapport à celle de la période de Mahmoud Ahmadi-néjad, ne rendra pas la situation de l'emploi ou le niveau de vie des travailleurs iraniens meilleurs. Dans la but d'attirer la confiance des investisseurs et de leur donner des garanties, il envisage de créer une ouverture dans le domaine du commerce extérieur et au niveau du marché intérieur. Cette politique est exactement à l'opposé des intérêts des travailleurs. Elle limitera leurs droits et mettra en péril les garanties nécessaires pour la stabilité professionnelle des salariés et l'acquisition de leurs droits politico-économiques.

Le développement économique souhaité par le gouvernement actuel de la République Islamique doit rendre le marché iranien compétitif aux yeux des entrepreneurs étrangers surtout en comparaison avec les pays de la région. Pour réussir cette politique, le régime doit brader les ressources et les capitaux publics et rendre bon marché la force de travail en Iran, ceci en comparaison à des pays comme l'Inde, la Turquie, le Vietnam, ...

Dans le domaine économique, le gouvernement de M. Rohani mène une politique encore plus libérale que les gouvernements précédents. A l'issue de cette politique, les travailleurs iraniens subiront encore plus les risques du chômage et des licenciements, perdront encore plus leurs sécurité sociale. Le code du travail est attaqué et les réformes limitant les droits des travailleurs et des salariés iraniens se multiplient afin de les rendre encore plus « compétitifs ». Ils sont encore plus, sans droit de s'organiser et de créer leurs syndicats indépendants et restent soumis aux tortures et à la prison. Tout ceci dans l'objectif de les rendre plus rentables que leurs homologues chinois ou bengalis.

Cette politique de privatisation affichée par le gouvernement Rohani, mène à la destruction des niveaux de vie et des conditions de travail des travailleurs, et en un mot, va marquer l'avenir de la classe ouvrière d'Iran. Pour cette raison, l'élargissement et le renforcement des luttes et de la résistance de la classe ouvrière d'Iran, ainsi que la nécessaire solidarité avec le mouvement des travailleurs iraniens à l'échelle mondiale sont plus que jamais d'actualité.

Déclaration des syndicats français : CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

Adressée à

Monsieur Sadegh Larijani
Chef de la magistrature
Téhéran
République islamique d'Iran

Paris, le 28 Février 2014

Il est urgent de transférer Réza Shahabi dans un hôpital civil hors du milieu carcéral

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA, s'adressent à vous afin d'attirer votre attention sur la situation de Réza Shahabi, membre de la direction du syndicat Vahed de la Régie des transports de Téhéran et sa banlieue, emprisonné depuis juin 2010 en raison de son action en faveur des droits des travailleurs.

Réza Shahabi souffre de nombreux problèmes de santé (insuffisance rénale, hypertension, douleurs dorsales et lombaires ainsi qu'une sévère arthrose du fait de la détérioration de quatre vertèbres). Récemment, il a subi une très longue et délicate intervention chirurgicale. A la suite de cette opération, il a été de nouveau incarcéré à la prison d'Evin où, faute des soins adaptés, son état de santé s'est sérieusement dégradé. Sa situation est préoccupante et réclame des soins urgents.

Son état nécessite donc, dans les plus brefs délais, des soins médicaux particuliers qui sont incompatibles avec ses conditions de détention. Son transfert sans délai dans un hôpital spécialisé hors du milieu carcéral, à Téhéran ou à l'étranger est désormais impérieux.

Devant la gravité de la situation, dans le cas où les autorités iraniennes ne pourraient garantir que de tels soins soient assurés dans le pays, les organisations syndicales françaises l'inviteront afin de se faire soigner en France. Elles demanderont alors aux autorités iraniennes de l'autoriser à se rendre France où il sera pris en charge pour recevoir des soins adéquats dans un hôpital.

CFDT : Philippe Réau
CGT : Ozlem Yildirim
FSU : Michelle Olivier
Solidaires : Alain Baron
UNSA : Emilie Trigo

Message des syndicats français aux travailleuses et travailleurs d'Iran

Depuis plusieurs années, nos organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA,

soutiennent ensemble vos combats pour la défense de vos droits et de vos libertés. Nous savons dans quelles conditions vous menez cette lutte, la répression très forte qui est exercée par le pouvoir iranien, et les conditions de travail et de vie très difficiles pour le peuple iranien.

Le droit de constituer librement des organisations syndicales et de s'associer dans des organisations représentant les travailleuses et les travailleurs qui soient réellement indépendantes, sont des aspirations légitimes et pleinement reconnues par le droit international. Nous soutenons votre exigence que l'Etat iranien s'y soumette enfin !

Nous condamnons les licenciements abusifs, les emprisonnements et pressions judiciaires dont sont victimes celles et ceux qui défendent leurs droits fondamentaux et exigent la liberté syndicale. En particulier, nous menons actuellement des campagnes en soutien à Reza Shahabi et Shahrokh Zamani ; nous œuvrons pour la libération sans conditions de toutes et tous les syndicalistes emprisonné-es et continuerons à faire connaître tous les cas de répression, afin de contribuer à faire cesser ces situations inacceptables.

A l'occasion du Premier mai, journée internationale de solidarité, nous vous renouvelons notre soutien sans faille dans l'éprouvant combat que vous menez pour la liberté de toutes et tous, pour la dignité des travailleuses et des travailleurs, pour le respect des Droits de l'Homme.

1^{er} Mai 2014

Contacts des membres du collectif syndical

CFDT : Philippe Réau

CGT : Ozlem Yildirim

FSU : Michelle Olivier

Solidaires : Christian Mahieux

UNSA : Emilie Trigo

Soirée de Soutien aux travailleurs Iraniens organisée par des syndicats français

Soirée de soutien
aux travailleurs iraniens

Conférence
Le syndicalisme, la situation des organisations
et les conditions du travail en Iran

Organisée par

CFDT, CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA

Avec la participation de deux syndicalistes iraniens

Lundi 26 mai 2014
18H30 - 21H30

Bourse du Travail - Salle Jean Jaurès
3, rue du Château d'Eau
Paris 10^e
(Métro : République)

- * Intervention des représentants des syndicats français
- * Débat avec la participation des syndicalistes iraniens
- * Film, musique persane,
- * Buffet

Entrée libre

La lettre de Shahrokh Zamani

Chers Camarades, Chers Amis, Travailleurs, Compatriotes, Co-prisonniers
Il y a 35 jours que la mafia anti-ouvriers du pouvoir et de l'argent m'a transféré, sans aucune justification judiciaire, de la section politique de la prison Réjaji-Chahr à la section dédiée aux toxicomanes de la même prison. Dans cette section il surgit toutes sortes de maladies comme le sida et l'hépatite.

Depuis mon transfert j'ai entamé une grève de la faim. Beaucoup gens m'ont soutenu et ont condamné cette décision anti-ouvrier du pouvoir politique par divers moyens : la grève de la faim, les manifestations et les déclarations. Eux, Ils étaient en Iran et à l'Etranger, et en particulier les prisonniers politiques, les militants ouvriers et syndicaux, les militants des droits de l'homme, des ouvriers et les épris de la liberté, aussi bien à Rejaji-Char, à Tabriz, à Evin, à Urumieh, à Yazd et à Sanandadj, ...

Je, Shahrokh Zamani, militant ouvrier et le membre du syndicat des peintres et du bâtiment, en tant qu'une goutte dans l'immense océan des 50 millions travailleur iraniens et des milliards dans le monde, et membre de la classe ouvrière, vous salue fraternellement et vous remercie pour vos amitiés, soutiens et solidarités et vous souhaite la réussite totale dans la vie et les luttes.

Shahrokh Zamani,
Militant Syndical
Section de la toxicomanie, Prison de Réjaji-Chahr ,
Iran, avril 2014

Communiqué du comité de défense de Réza Shahabi

Syndicaliste Iranien Reza Shahabi retourne en prison malgré le fait qu'il ai besoin d'une nouvelle opération chirurgicale

Reza Shahabi Zakaria, le militant Syndicaliste et prisonnier politique Iranien, a été renvoyé en prison malgré le désaccord du médecin qui s'occupait de lui, lors de son séjour à l'Hôpital Imam Khomeiny de Téhéran.

Reza Shahabi Zakaria, le militant syndicaliste et prisonnier politique détenu dans la section 350 de

la prison d'Evin, et qui avait été hospitalisé dans un centre médical en dehors de la prison en raison de graves problèmes de dos et de moelle épinière, a été renvoyé en prison par le biais d'un ordre du procureur de Téhéran, malgré le désaccord des médecins qui le suivaient•

Espagne : La déclaration de la FEDERACIÓN DE SINDICATOS DE LA INDUSTRIA METALÚRGICA - FESIM

CONFEDERACIÓN GENERAL DEL TRABAJO
FEDERACIÓN DE SINDICATOS DE LA INDUSTRIA METALÚRGICA - FESIM

Vía Laietana 18 9ª 08003-Barcelona - Tf : 93 310 33 62 Correo : fesim.cgtmetal gmail.com
www.cgt.es/fesim/

Shahrokh Zamani ¡¡LIBERTAD !!

Shahrokh Zamani, activista sindical iraní, se encuentra en huelga de hambre en la prisión de Ghezelhesar en Karaj desde el pasado 11 de Marzo.

Shahrokh Zamani es un trabajador Iraní de 49 años de edad, miembro de la Mesa Provisional por la Reapertura del Sindicato de Trabajadores de la Pintura y del Comité de Seguimiento por la Libertad de las Organizaciones Obreras.

Fue detenido y encarcelado en Tabriz en 2011, y juzgado y condenado en agosto de ese mismo año a diez años de prisión por los cargos de fundar grupos de oposición y un año adicional por el cargo de hacer propaganda contra el régimen iraní.

En los dos últimos años de su estancia en prisión, Zamani ha sido trasladado de cárcel hasta en cuatro ocasiones. Primero fue exiliado a la cárcel de Yazd, luego volvió a Tabriz, luego fue transferido a la prisión de Rajai Shahr en Karaj y desde del 11 de marzo de 2014 se encuentra en la cárcel Ghezelhesar en Karaj, cárcel donde no está permitida la estancia a presos políticos. Durante su estancia en prisión, Zamani está siendo privado de los derechos humanos más básicos, bajo condiciones inhumanas.

El pasado 11 de Marzo, Zamani inició una huelga de hambre para denunciar y hacer públicas las condiciones y el trato que esta recibiendo por parte del gobierno Iraní en su injusta estancia en prisión.

Desde CGT, queremos mostrar nuestro apoyo a Shahrokh Zamani, y a la vez exigir su inmediata puesta en libertad. No podemos permitir que en pleno siglo XXI sigan existiendo presos políticos, ni dentro ni fuera del estado español ; ni mucho menos y bajo ningún motivo, que se torture y se prive de los derechos más básicos a ninguna persona que este presa.

Desde CGT hacemos una petición de difusión de esta carta de solidaridad con el compañero Zamani, para hacer ver a todo el mundo la situación tanto de éste como de otros muchos presos políticos que se encuentran en prisión simplemente por defender sus ideas, a la vez que animamos a todo el mundo a participar en los actos de protesta que se realicen en el estado español para exigir su libertad.

¡¡MENOS PRESOS POLITICOS !!
¡¡MÁS POLITICOS PRESOS !!

Abril 2014

Violente attaque contre des prisonniers politiques en Iran

Jeudi 17 avril, une centaine de gardes spéciaux de la prison Evin à Téhéran ont mené une violente agression sur la section 350 de la prison, battant les prisonniers qui protestaient, et détruisant les biens de prisonniers. Pendant cette attaque, qui a duré cinq heures, un grand nombre de prisonniers politiques ont été blessés et 32 ont été transférés en cellules d'isolement à la section 240 de la prison.

Le régime iranien et en particulier les autorités carcérales sont responsables des blessures infligées aux prisonniers politiques pendant leur détention.

Ci-dessous nous reproduisons la :

Communiqué de presse d'Amnesty International

L'Iran doit enquêter sur la brutalité employée lors du « Jeudi noir » à la prison d'Evin.

Des prisonniers politiques et prisonniers d'opinion incarcérés à la section 350 de la prison d'Evin ont été victimes d'agressions, de coups et d'autres formes de mauvais traitements, et certains des blessés ont été privés de soins médicaux adaptés, écrit Amnesty International dans une nouvelle synthèse consacrée aux événements du 17 avril, date surnommée le « Jeudi noir » par les militants locaux.

Cette synthèse, intitulée "Justice is an Alien Word" : Ill-treatment of political prisoners in Evin prison, signale que les forces de sécurité ont employé une force injustifiée contre des dizaines de prisonniers qui avaient réclamé d'être présents durant la fouille mensuelle de leur cellule. Les yeux bandés et des menottes aux poignets, les détenus ont été poussés le long d'un « tunnel » formé par des membres des forces de sécurité armés de matraques, qui les ont frappés de manière répétée sur le dos, à la tête et au visage.

« Les forces de sécurité ont réagi avec une brutalité consternante aux protestations des prisonniers à la prison d'Evin, les frappant, les traînant à terre et leur lançant des insultes. Soumettre des détenus à ce type de mauvais traitements constitue un abus grave des pouvoirs accordés aux autorités carcérales », a déclaré Said Boumedouha, directeur adjoint du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

À la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête indépendante n'a été menée pour l'instant. Une semaine plus tard, face au tollé public suscité par l'affaire, Golamhossein Esmaili, président de l'Organisation des prisons d'Iran, a été démis de ses fonctions. Il s'est cependant vu proposer un autre poste à responsabilités au sein du système judiciaire, qu'un porte-parole a qualifié de promotion. Dans une déclaration publiée quelques jours après les faits, le responsable du pouvoir judiciaire a écarté les allégations selon lesquelles des violations avaient été commises durant la fouille du 17 avril à la prison d'Evin. Il a en outre adressé une mise en garde à ceux qui « répandent

des mensonges ».

Il avait dans un premier temps été affirmé que le gouvernement avait chargé une équipe d'enquêter sur ces événements, allégations plus tard infirmées par Mostafa Pourmohammadi, le ministre de la Justice. « *Jusqu'à présent les autorités ont largement essayé d'enterrer l'affaire du "Jeudi noir*.

La réticence des autorités à enquêter et à amener qui que ce soit à rendre des comptes est inacceptable. L'impunité est un problème de longue date en Iran. Les autorités doivent rompre avec leurs habitudes passées et immédiatement ouvrir une enquête impartiale, approfondie et indépendante sur cet épisode », a déclaré Said Boumedouha.

Les violences ont commencé lorsque des représentants des autorités carcérales et plusieurs hommes en civil, dont certains avaient couvert leur visage d'un masque et de lunettes de soleil, ont semble-t-il effectué une fouille dans les cellules, suscitant la protestation des prisonniers qui ont demandé à être présents lors de celle-ci. Les prisonniers se sont heurtés à une force brutale. D'après des informations obtenues par Amnesty International, les prisonniers ont été roués de coups de pied et de poing, et frappés à l'aide de matraques. Certains gardiens ont traîné des détenus par terre, déchirant leurs vêtements et les frappant.

Au moins 32 prisonniers ont été placés à l'isolement dans la section 240 de la prison d'Evin peu après les faits. Certains ont été forcés à enlever tous leurs vêtements avant d'être enfermés dans des cellules. Beaucoup ont entamé une grève de la faim en signe de protestation.

L'épouse du prisonnier d'opinion Mohammad Sadiq Kabudvand, un journaliste kurde purgeant une peine de 11 ans de prison, a dit à Amnesty International que des gardes ont donné à son mari des coups de pied et de poing d'une telle violence qu'il a perdu connaissance. Quand il s'est réveillé à la clinique de la prison, il n'était pas en mesure de parler et était allongé près d'une machine qui semblait être un défibrillateur, ce qui fait craindre qu'il ait souffert d'une crise cardiaque.

Des personnes autorisées à rendre visite à un proche se trouvant en prison le 21 avril ont déclaré que ce qu'elles y ont vu était « *choquant* » et « *faisait de la peine* ». Elles ont indiqué que certains prisonniers portaient des séquelles de ces violences, dont de larges ecchymoses. Un père a déclaré que son fils portait une minerve et avait une blessure ouverte à la tête qui nécessitait des points de suture ; il souffrirait par ailleurs d'une perte de l'audition dans l'oreille droite, peut-être causée par un coup à la tête. Environ cinq prisonniers auraient été conduits à l'hôpital, mais ils ont plus tard été renvoyés en prison sans avoir reçu les soins médicaux que leur état nécessitait.

« *Les autorités ont eu un comportement glaçant et inhumain envers les personnes blessées lors de ces passages à tabac. Beaucoup ont été privées de soins médicaux dignes de ce nom, ce qui constitue une atteinte au droit international. Tout prisonnier malade ou blessé doit pouvoir bénéficier des soins médicaux dont il a besoin* », a déclaré Said Boumedouha.

Des personnes ayant demandé des renseignements sur un proche détenu, après avoir pris connaissance de l'affaire, ont indiqué à Amnesty International que les autorités carcérales leur en ont très peu dit sur l'état des prisonniers. Certaines ont été harcelées et menacées par les autorités pour avoir parlé d'un parent blessé. Beaucoup ont reçu des SMS provenant d'un numéro inconnu leur annonçant qu'il y aurait des « *conséquences* » si elles participaient à un rassemblement prévu devant le bureau du procureur à Téhéran. Au moins deux personnes, Kaveh Darolshafa et Ahmad Reza Haeri, qui menaient une action en faveur de proches incarcérés ont été arrêtés, le but étant semble-t-il de les empêcher de s'exprimer.

« Au lieu de harceler ces familles, les autorités doivent prouver qu'elles prennent ces allégations au

sérieux en lançant une enquête robuste et en traduisant en justice tous les représentants de l'État soupçonnés d'avoir joué un rôle », a déclaré Said Boumedouha.

Amnesty International demande aussi que l'ensemble des prisonniers soient régulièrement autorisés à s'entretenir avec des avocats et avec leur famille.

République iranienne de pendaison

Montée sans précédente de nombre d'exécution

Terroriser la population, seul moyen pour le régime à sortir de sa crise

Iran : plus de 324 pendaisons depuis le début de cette année

« *Le monde devrait considérer les exécutions et la répression violente [en Iran] comme « un grand service rendu à l'humanité »*, a déclaré Mohammad Javad, le Secrétaire général du Haut conseil des droits de l'homme en Iran.

Le chiffre paraît hallucinant. Depuis le début de l'année, plus de 324 personnes ont été pendues en Iran. Pendant que Rouhani parle nucléaire à Genève ses matons et bourreaux exécutent cinq hommes et deux femmes en l'espace d'une semaine !

Selon le régime iranien la plupart auraient été condamnées pour des trafics de drogues. Mais des organisations soulignent que plusieurs exécutions au moins ont concerné des militants des droits de l'Homme. Ces chiffres sont mis en lumière par les organisations de la société civile.

L'Iran est l'un des pays où se déroulent le plus grand nombre d'exécutions dans le monde, et le régime vient de battre un nouveau record dans sa violence effrénée en exécutant au moins 81 personnes en 10 jours, et souvent pendaisons publiques. L'Iran se classe deuxième derrière la Chine pour le nombre d'exécutions menées chaque année. Les autorités iraniennes ne fournissent aucune statistique concernant le nombre d'exécutions annuelles, ni aucune information sur les personnes condamnées à mort. Il semble qu'elles dissimulent délibérément les informations sur l'ampleur des exécutions.

Exécutions rapportées en Iran

Depuis Janvier 2014	324
L'année dernière (2013)	738
En 2012	573
En 2011	684
En 2010	818
En 2009	440
En 2008	406
En 2007	468

P.-S.

* Echos d'Iran. Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran Mai 2014 N° 17 :
http://www.iran-echo.com/echo_pdf/echo17.pdf

(La version en ligne comprend des photos et illustrations)